

Prix: 250

d'A Vision AFRIQUE

FIN DE BARKHANE ET TAKOUBA AU MALI,
EXTENSION VERS LE GOLFE DE GUINÉE

**Les pays
côtiers entre
effroi et
fascination ?** P.4

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 305 du 22 / 02 / 2022

RÉPUTATION DU CRIME ORGANISÉ EN AFRIQUE

**L'Afrique de
l'Ouest, nouveau
foyer continental ?** P.4

RAPPORT 2021 SUR L'INVESTISSEMENT DANS LE MONDE



**Dynamique
d'amélioration de
l'environnement des
affaires, le Togo
poursuit sa mue**

FORUM RÉGIONAL AFRICAIN SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Rwanda 2022, l'Agenda 2063
de l'UA à examiner en profondeur** P.2



PAUL KAGAME
Président of Rwanda



ARLETTE SOUDAN-NOUAULT
Minister of Environment and the
Congo Basin Republic of Congo



MOUSSA FAKI MAHAMAT
Chairperson of the African
Union Commission

FORUM RÉGIONAL AFRICAIN SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE Rwanda 2022, l'Agenda 2063 de l'UA à examiner en profondeur

Convoquée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) avant le Forum politique de haut niveau (HLPF) 2022. Avec les autres forums régionaux, la huitième session du Forum régional africain sur le développement durable évaluera les progrès et échangera des connaissances, de bonnes pratiques et solutions politiques pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des objectifs de développement durable,

conformément aux priorités et spécificités régionales.

Le Forum se tient toujours en mettant l'accent sur le thème qui a une résonance avec le contexte et les priorités de l'Afrique et qui devrait être bien aligné avec le thème du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF). En tant que tel, l'ARFSD 2022 se tiendra sous le thème suivant : Construire mieux : une Afrique verte, inclusive et résiliente prête à réali-

ser l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063, alignés sur ce HLPF 2022, à savoir Reconstruire en mieux à partir de la maladie à coronavirus (COVID -19) tout en faisant progresser la mise en œuvre intégrale du programme de développement durable à l'horizon 2030.

De manière générale, la huitième session du Forum régional :

" Effectuer un suivi régional et un examen de la mise en



œuvre des ODD sélectionnés et des objectifs de l'Agenda 2063. L'ensemble sélectionné d'objectifs de développement durable à examiner en profondeur sera les objectifs 4, 5, 14, 15 et 17

" Concentrez-vous sur l'identification de stratégies et d'actions politiques ambitieuses pour reconstruire en mieux après la COVID-19 et pour intensifier considérablement la

mise en œuvre en 2021-2030. " Faciliter l'apprentissage, y compris le partage des approches, des expériences et des leçons tirées des ENV, des VLR et des efforts de mise en œuvre.

" Délibérer et convenir de la contribution régionale de l'Afrique à la réunion 2022 du HLPF qui se tiendra à New York. Le résultat pourrait être sous la forme de messages clés.

RENFORCER LE RÔLE DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES NATIONALES ET ATTIRER LES INVESTISSEMENTS EN 2022

Comment améliorer la participation nationale

Dans une interview exclusive avec la Chambre africaine de l'énergie, SE Gabriel Mbaga Obiang Lima décrit comment le pays stimule le contenu local, renforce le rôle de la compagnie pétrolière nationale et attire les investissements en 2022 et au-delà.

La Guinée équatoriale est devenue un chef de file tant sur la scène régionale que continentale. S'appuyant sur d'importantes réserves de pétrole et de gaz, le pays s'est montré ambitieux dans ses projets de développement d'un marché de l'énergie compétitif. Maintenant, avec des plans de révision de sa loi sur les hydrocarbures, la Guinée équatoriale se concentre sur l'amélioration de la participation des entreprises locales dans le secteur de l'énergie, avec des facteurs clés tels que le transfert d'actifs et les chaînes d'approvisionnement régionales qui stimulent le développement. Dans une interview exclusive avec des membres de la Chambre africaine de l'énergie, SE Gabriel Mbaga Obiang Lima, ministre des Mines et des Hydrocarbures de la Guinée équatoriale, donne un aperçu des plans du gouvernement pour 2022, du rôle que jouera le transfert d'actifs et de la manière dont le pays attire les investissements. Dans un environnement capitalistique concurrentiel.



gies. Je parle d'autres technologies parce que je crois qu'en Afrique, chaque pays doit évaluer la meilleure technologie renouvelable pour eux. L'autre élément clé qui est très important pour 2022 est le contenu local. Nous allons commencer à utiliser et à capturer tous nos excellents collaborateurs pour aborder la dernière partie importante du contenu local, à savoir le transfert d'actifs.

Excellence, quand comparez-vous vous attaquer aux entreprises publiques dans le domaine de l'énergie ?

La première chose que nous devons faire est de travailler sur la loi sur les hydrocarbures car elle doit énoncer clairement les responsabilités de la société nationale. Si cette société nationale doit avoir deux conseils d'administration ou un audit, cela doit figurer dans la loi sur les hydrocarbures. La deuxième chose est de réduire la bureaucratie et de la rendre plus efficace. Nous ne pouvons pas avoir deux com-

pagnies nationales : une pour le pétrole et une pour le gaz ; nous devons réduire les coûts et être plus efficaces.

Concernant la réglementation forex de la CEMAC, quels changements la Guinée équatoriale apportera-t-elle pour attirer les inves-

tisseurs ?

Maintenant, je suis à l'aise de dire que les règlements seront acceptables. La réglementation ne gênera pas les investisseurs potentiels. Je continue de croire que si la CEMAC était un pays, elle serait l'un des pays les plus puis-

sants du monde. Nous avons tout. Nous avons des minéraux, du pétrole, du gaz et des jeunes. L'un de nos problèmes est que nos économies ne sont pas intégrées. Une grande partie de ce que nous faisons consiste à essayer d'intégrer la CEMAC.



**COMPLEXE SCOLAIRE
EXCELLENCE PLUS**

MARTENELLE - PRIMAIRE - COLLEGE

10 BP:10076 Lomé 10

TEL: 99323032 | 70543612 | 90083949

Quartier Attiégo TOGO-2000



6E SOMMET UE - UA

Des solutions endogène pour un partenariat gagnant dicit le Prof Robert Dussey

Reporté il y a deux ans pour cause de la pandémie au coronavirus, le sixième Sommet Union européenne - Union africaine s'est tenu en fin de semaine à Bruxelles, en Belgique. A l'heure du bilan, on retiendra que ce rendez-vous de haut niveau marque la rupture dans les relations entre les deux parties car, il a été question de discussions franches sur des questions concrètes plutôt que des discours creux et vaseux. Le Togo y a été représenté par le Chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert Dussey.

Après deux ans de report, le 6ème sommet UE-UA a eu lieu finalement les 17 et 18 février derniers à Bruxelles, en Belgique. L'objectif pour les participants était de repenser les relations entre les deux parties, notamment renforcer le partenariat entre les parties et s'unir pour "affronter les défis communs" au moment où le continent africain traverse de grandes mutations.

Au menu des travaux, sept tables rondes sur de nombreuses thématiques articulées autour des sujets brûlants comme la santé, la sécurité et la stabilité, le climat ou encore

les investissements.

A l'heure du bilan, outre l'annonce de l'UE de financer 425 millions d'euros pour accélérer les campagnes de vaccination en soutenant la distribution des doses et la formation d'équipes médicales, l'accent serait mis sur la production de vaccins à ARN messager dans six pays du continent.

"On n'a pas assisté à une succession de déclarations solennelles, mais à des réunions sur des sujets concrets", ont déclaré de nombreux dirigeants africains.

Selon les observateurs, il



Prof. Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères du Togo

s'agit d'une nouvelle orientation du partenariat UE-UA, pour des choses très concrètes, afin de faire face à la nouvelle situation dans le monde. Un partenariat très ancien, qui a besoin d'être revitalisé et qui ne pourra être apprécié qu'au résultat.

Le Togo représenté par

le Prof Robert Dussey...

Le chef de la diplomatie togolaise, le Prof Robert Dussey, qui a représenté le Togo à ce grand rendez-vous, a pris une part active aux travaux.

En prélude au sommet, le ministre togolais des Affaires étrangères a, au cours d'un panel, rappelé la nécessité,

pour le continent africain, de résoudre ses problèmes en interne. Au cours de son intervention, le chef de la diplomatie togolaise a soutenu que "l'Afrique doit compter sur elle-même avant de réussir un partenariat avec l'Europe. Nul ne bâtira ce continent à notre place. Comptons sur nous-mêmes et notre Diaspora".

Dans ce sens, le président en exercice de l'Union africaine, le président sénégalais, Macky Sall, a formulé des propositions aux dirigeants européens pour notamment aider l'économie africaine ou permettre un meilleur accès aux vaccins contre le Covid-19.

Notons que ce 6e sommet UE-UA a réuni une quarantaine de chefs d'États et de gouvernements africains et vingt-sept dirigeants européens à Bruxelles.

La Rédaction

RAPPORT 2021 SUR L'INVESTISSEMENT DANS LE MONDE

Dynamique de l'amélioration de l'environnement des affaires, le Togo poursuit sa mue

Dans la dynamique de maintenir le cap des réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires, la Cellule Climat des Affaires, sous le leadership du Président de la République, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, fait le suivi régulier des multiples réformes opérées au-delà des indicateurs de Doing Business en couvrant également les préoccupations récurrentes du secteur privé. L'élément déterminant qui stimule la mise en œuvre des réformes visant l'amélioration du climat des affaires, répond aux soucis de créer les conditions favorables pour l'investissement en lien avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Les réformes opérées constituent aujourd'hui le premier catalyseur d'attractivité de notre pays et le fort impact sur l'économie n'est plus à démontrer sans oublier les avantages directs que tire l'opérateur économique des dites réformes notamment, le bénéfice issu de la réduction des coûts, le gain de temps avec la célérité des procédures et le renforcement de la transparence, permettent aux grands groupes industriels d'investir dans notre pays.

Pour rappel, selon la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développe-

ment (Cnuced), auteur du « Rapport 2021 sur l'investissement dans le monde », les Investissements Directs Étrangers (IDE) dans notre économie sont passés de près de 191 milliards FCFA (346 millions \$) en 2019 à plus de 352,5 milliards FCFA (639 millions \$) en 2020, soit une croissance de 85% enregistrée sur l'année. Les réformes conduites dans divers secteurs, ont contribué à améliorer plusieurs indicateurs en témoignant les récents chiffres ci-dessous relatifs à l'indicateur création d'entreprise et transfert de propriété dont de nouvelles performances ont été enregistrées pour le compte de l'année 2021, dans un contexte marqué par la crise sanitaire et socio-économique liée à la pandémie de Covid-19, sans oublier les résultats encourageants engrangés par l'Office Togolais des Recettes et le Tribunal de Commerce consécutifs à la dématérialisation des procédures. Certes, le défi reste grand, cependant nous ne baisserons pas les bras !!!

C'est ici le lieu de saluer et féliciter les différents acteurs (l'administration, le secteur privé, les médias, les partenaires techniques et financiers) qui depuis les premières heures se sont engagés dans ce

processus. Ce qui démontre à suffisance qu'«ensemble nous pouvons faire des exploits pour notre pays» Les performances notées se présentent comme suit : 1. Création d'entreprise Notre pays maintient le cap en matière de création d'entreprises. En effet, le Centre de Formalité des Entreprises (CFE) a enregistré 13 770 nouvelles entreprises créées pour le compte de l'année 2021 contre 12 592 en 2020, soit une progression de 9%. Ces chiffres montrent la résilience du secteur vis-à-vis de la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de la Covid-19. (Annexe 1 : Tableau n°1) Cette vitalité constatée n'est que la résultante du maintien du délai à moins de 5 heures à la création d'entreprises. A cela s'ajoute le « e-entreprise » qui facilite les formalités administratives à la création. De façon plus détaillée : -' Sur les 13.770 établissements, 11.665 sont portés par les Togolais contre 9701 en 2020, pour une hausse de 20% ; -' Les statistiques indiquent que 3721 femmes sont porteuses d'initiative de création de sociétés en 2021 contre 3426 entités formalisées un (01) an plus tôt. Les données des deux années, relèvent une progression de 9% ; (Annexe1 : Ta-

bleau n°2) -' Toutefois, le plus grand nombre d'entreprises enregistrées est porté par les hommes. Au total 10 049, soit 72% des structures inscrites dans les registres du CFE en 2021 ; (Annexe1 : Tableau n°2) -' La part déclarée par les personnes physiques est de l'ordre de 8327 contre 5443 pour les personnes morales dont 91% sous seing privé. 2. Transfert de propriété Dans la dynamique des réformes, le délai de traitement de mutations totales est fixé au maximum à 6 heures depuis fin avril 2020. En conséquence : -' Les chiffres du transfert de propriété ont explosé depuis le mois de mai, franchissant la barre de 90 dossiers traités par mois avec un délai moyen de 3 heures en pratique contre une soixantaine par mois au premier trimestre, avec un délai moyen de 08 jours. (Annexe 2)

Le nombre de dossiers de transfert de propriété est passé de 252 pour toute l'année 2018 à 1125, soit une hausse de plus de 300%, en

2021. (Annexe 2) Cette hausse constatée est induite par la réduction drastique du délai de mutations totales (3 heures). Une performance qui s'explique par la numérisation de la quasi-totalité des titres fonciers du pays (99,32%) facilitant les recherches en termes de charges sur les titres, la mise en place d'un bureau de transfert de propriété dédié à cet effet et la réduction drastique des droits de mutations totales fixés à 35 000F CFA contre 4% de la valeur vénale en fin novembre 2018. Par ailleurs, en vue de faciliter l'accès aux crédits bancaires pour le secteur privé et renforcer la confiance entre les clients et les banques, des mesures visant à accélérer les procédures des opérations d'hypothèque ont été prises réduisant ainsi le délai de traitement des dossiers à quatre (04) jours en moyenne comparativement à 15 jours pour 670 hypothèques signées en 2020. Ce qui induit une augmentation du nombre d'hypothèques enregistrées à 933 en 2021, soit une hausse de 39%.

**Pour vos annonces
et publicités, contactez-nous
au 90 11 87 88**

FIN DE BARKHANE ET TAKOUBA AU MALI, EXTENSION VERS LE GOLFE DE GUINÉE

Les pays côtiers entre effroi et fascination ?

Un passage du communiqué annonçant le retrait de l'opération Barkhane du Mali affirmait que la France et ses partenaires " restent engagés dans le Sahel " et " vont étendre leur soutien au pays du Golfe de Guinée ". Le Bénin et la Côte d'Ivoire sont concernés.



Photo archives

Longtemps épargné, le Bénin subit la pression des groupes armés terroristes qui ont multiplié ces derniers mois une série d'attaques, rappelle notre correspondant à Cotonou, Jean-Luc Aplogan. Selon nos informations, Patrice Talon n'a pas fait d'offre pour l'instant, Paris non plus. Les paramètres de la réorganisation de l'opération Barkhane ne sont pas encore arrêtés.

Entre novembre de l'année dernière et aujourd'hui, Patrice Talon et Emmanuel Macron se sont vus trois fois. Le Béninois était au dîner du 17 février après le mini-sommet sur le Sahel.

L'armée française est intervenue au lendemain de l'attaque du parc W et annoncé avoir tué 40 jihadistes. Ces épisodes font dire aux observateurs avertis ici que le Bénin ne dira pas non à un soutien qui va l'aider à contrer la propagation du jihadiste.

La France pourrait être un

allié pour, estime le politologue béninois Expédit Ologou. " Pour un pays comme le Bénin c'est toujours bénéfique d'avoir une puissance mondiale du rang de la France tant qu'allié, le bénéfice peut-être par exemple au niveau des techniques sophistiquées de renseignement et au niveau des équipements lourds. Mais l'assistance militaire peut-être improductive si elle n'est pas décolonisée. "

Eugène Azatassou, du parti d'opposition Les Démocrates, souhaite que le Bénin ne se précipite pas et rappelle cette sagesse béninoise : " Pour épouser une femme répudiée il faut prendre le temps de l'étudier ". La seule réponse durable cette situation c'est l'indépendance logistique tranchée un officier

La Côte d'Ivoire engagée depuis plusieurs années contre le terrorisme

La Côte d'Ivoire, de son côté, se prépare au retrait de Barkhane du Mali depuis plu-

sieurs mois. " Nous serons



obligés d'augmenter nos forces de défense, nous serons obligés d'accroître la protection de nos frontières. Nous prendrons toutes les mesures possibles ", déclarait sur RFI Alassane Ouattara, réagissant

au départ - alors plus que probable - des forces françaises du Mali. Elle est d'ailleurs engagée dans le dispositif de lutte contre le terrorisme depuis plusieurs années, souligne notre correspondant à Abidjan, Pierre Pinto.

Le 11 juin 2020 a eu l'effet d'un électrochoc dans l'esprit de nombreux décideurs ivoiriens. Plus encore que les attentats de Grand Bassam en 2016, l'attaque de Kafolo qui a coûté la vie à 14 militaires ivoiriens a rappelé à la classe politique et aux hauts responsables militaires que la menace était bel et bien là. Toute la zone est depuis lors, une zone opérationnelle où la circulation est restreinte, en particulier le long de la frontière burkinabé.

mes en 2024. Par ailleurs, 650 de ses hommes portent le casque bleu au Mali. Dans son combat contre le terrorisme, la Côte d'Ivoire peut compter sur les FFCI, actuellement 900 militaires français stationnés à Abidjan.

" Tout ce qu'on fait doit converger à consolider encore plus l'autonomie de l'armée ivoirienne ", déclarait le chef d'état-major Français Thierry Burkhard, de passage à Abidjan la semaine dernière. La Côte d'Ivoire abrite l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme, inaugurée l'an dernier et qui a formé plusieurs centaines de responsables civils et militaires à une approche globale de la lutte antiterroriste.

Enfin et signe de son intérêt pour la coopération militaire antiterroriste, la Côte d'Ivoire accueille jusqu'à la fin du mois les exercices Flintlock, organisés par les Etats-Unis

Rfi/VDA

RÉPUTATION DU CRIME ORGANISÉ EN AFRIQUE

L'Afrique de l'Ouest, nouveau foyer continental ?

Les changements de dirigeants de la CEDEAO pourraient ajouter un élan politique nécessaire à la réponse de la région au crime organisé transnational. L'Afrique de l'Ouest est souvent présentée comme un foyer continental pour le crime organisé. La région en plus de sa résilience face au djihadisme doit lutter pour relever d'autres défis posés par diverses activités illicites. Il est cependant difficile de trouver des cas où des mesures décisives sont prises pour répondre à ces crimes et pour les pays qui font exception peinent à donner des résultats tangibles ou durables.

La zone est devenue connue pour toutes les formes de trafic illicite : de la drogue, des armes et des humains aux voitures volées, aux cigarettes, aux médicaments contrefaits, aux artefacts culturels et aux produits de la faune. De même, les ressources naturelles telles que l'or, les diamants et le pétrole sont passés en contrebande ou commercialisées il-

légalement, de même que les produits bruts tels que le cacao et les noix de cajou, ainsi que divers biens de consommation. D'autres formes de criminalité transnationale organisée sont également répandues et en augmentation notamment le blanchiment d'argent, le vol de bétail, la cybercriminalité et les activités illégales en mer. Cette année présente une



série d'opportunités importantes pour la communauté économique des Etats de l'Afrique

de l'Ouest (CEDEAO) de revoir, de repenser et de revigorer la lutte contre le crime or-

ganisé dans la région. L'organisation devrait renforcer cette

Suite à la page 6

ÉVALUATION DE VÉHICULES D'OCCASION L'OTR met en place l'application AEVO

Mercredi 16 février dernier, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a présenté la nouvelle application d'évaluation de véhicules d'occasion (AEVO). C'était au cours d'une rencontre avec les importateurs de véhicules d'occasion, qui a eu lieu à la Direction des opérations Douanières Lomé-Port.

Depuis le 1^{er} février dernier, l'OTR a décidé de reprendre la main dans le dossier d'évaluation des véhicules d'occasion au Togo. Ainsi, mercredi 16 février dernier, dans la suite logique de cette décision, la Section Evaluation des Véhicules de la Division des Opérations Douanières de Lomé-Port a présenté à la communauté des importateurs de véhicules d'occasion, l'Application d'Évaluation des Véhicules d'Occasion (AEVO).

On retiendra que les demandes et les résultats d'évaluation sont désormais élec-

troniques via ladite application. Une manière pour l'Office de s'aligner sur la digitalisation des procédures, enclenchée depuis quelques années.

A l'issue de la présentation, « les importateurs de véhicules d'occasion se sont réjouis de cette initiative qui instaure un véritable dialogue entre l'OTR et leur corporation ».

Profitant de cette occasion, le Commissaire Général de l'OTR, Philippe Kokou B. Tchodié, « a formulé ses

vœux de santé et de prospérité à tous les membres de la corporation ». Et pour « un meilleur partenariat », le Commissaire général de l'OTR, « a promis de prendre en compte toutes leurs préoccupations et suggestions » des uns et des autres.

Rappelons que c'est depuis 2019 que l'Office, avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), avait lancé cet Avis d'appel d'offres international à la recherche de la technologie, pour se doter d'un système d'évaluation des véhicules d'occasion.

RÉPUTATION DU CRIME ORGANISÉ EN AFRIQUE

L'Afrique de l'Ouest, nouveau foyer continental ?

Suite de la page 4

sidérablement son rôle en tant que cadre régional pour l'élaboration de politiques et l'action sur les questions sur les crimes organisés transnationaux.

L'annonce du redéploiement de Barkhane vers le Golfe de Guinée, la reconfiguration sollicitée par les pays de la Cote Ouest Africaine peuvent constituer des opportunités pour la région.

Au début du mois de mars, Jean-Claude Brou a pris ses fonctions de nouveau président de la Commission de la CEDEAO après avoir été nommé par les chefs d'Etats de la CEDEAO en décembre 2017. Ceci avait constitué une opportunité pour un leadership renforcé de la sous-région. A cela s'ajoute également les différents détenteurs de portefeuille de la Commission.

Les pays d'Afrique de l'Ouest connaissent diversement le fléau avec des formes et des proportions variables. Les changements intervenus au cours de la dernière décennie appellent à une révision de la Déclaration d'Abuja et la lutte contre la criminalité transnationale organisée dans la région et nécessite un nouvel élan politique.

La CEDEAO est confrontée à plusieurs limites et défis ; premièrement, l'organisme régional semble incapable d'articuler une position unifiée sur le crime organisé, y compris les façons complexes et changeantes dont il se manifeste et affecte la région. Cela entrave considérablement l'action efficace. La pandémie de la Covid-19 est venu en rajouter à un mal déjà existentiel et dont les facteurs d'intégration ne s'est pas fait exprimer, en tout cas dans sa forme active.

Deuxièmement, la coopération régionale fait cruellement défaut. Si les appels au renforcement de la collaboration ont été trop souvent répétés, il convient de souligner la nécessité de cet élément vital. Plusieurs cadres de coopération existent au sein de la CEDEAO, y compris la convention sur l'entraide judiciaire en matière pénale (1992) ; l'accord de coopération entre les forces de polices chargées d'enquêter en matière pénale (2002) ; et le protocole portant création du Bureau de Renseignements et d'enquêtes criminels (CIIB – adopté en 2006). Malgré ces cadres de coopération existants au sein de la CEDEAO, la coopération fait défaut.

Conçu pour soutenir les Etats membres dans leur lutte contre la criminalité transnationale organisée, le CIIB, n'est pas encore en place. D'un autre côté, le Comité des Chefs de Police de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que le Comité des Services de Sécurité en Chef (qui fournit des cadre de Coopération) sont bien établis. Cependant, ces organes se rencontrent rarement ce qui nuit à leur efficacité.

La CEDEAO a également mis en place plusieurs instruments politiques, juridiques et opérationnels contre des formes spécifiques de criminalité organisée. Ceux-ci comprennent le Protocole sur la Lutte contre la Corruption (2001) ; la Convention sur les Armes Légères et de Petit Calibre (2006) ; la Stratégie anti-terroriste et son plan de mise en œuvre (2013) ; la Stratégie de Sureté maritime intégrée et son plan de mis en œuvre (2014) et le Plan d'action antidrogue (2016-2020).

Malheureusement, il semble qu'une fois adoptés, ces instruments restent largement inefficaces. Bien que la CEDEAO subisse une série de changements intentionnels importants, la responsabilité première de la lutte contre la criminalité organisée incombe aux Etats membres. Pour relever ce défi, la CEDEAO doit intensifier son plaidoyer et intégrer dans les nouveaux accords de coopération militaire ou accord de défense prennent en compte cette forme de fléaux qui alimentent forcement le terrorisme. Ce changement d'approche permettra que les Etats membres s'approprient pleinement les réponses et mettent en œuvre les instruments disponibles.

Une plus grande intégration fait également défaut au sein des différents départements de la CEDEAO. Les problèmes liés à la traite des personnes, aux drogues et aux armes illégales sont actuellement traités par différents départements : Maintenant, avec un nouveau leadership en place, la CEDEAO a l'occasion de revivifier ses propres structures et, par là même, de soutenir les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest pour qu'il s'attaque à la réputation du crime organisé sur le continent. Avec des mesures décisives et la mise à jour et la mise en œuvre des protocoles existants, la région pourrait arriver au bout de ce fléau.



Les nouveaux tarifs de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)

MOTOCYCLETTES			
Cylindrée	Tarif (FCFA) 2022	Tarif (FCFA) des redevables de la TPU-TR*	
Moto de plus de 125 cm ³	15 000	-	
Moto à trois (03) roues	40 000	-	

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES			
Puissance fiscale	Tarif annuel (FCFA) 2022	Tarif annuel (FCFA) des redevables de la TPU-TR	Tarif trimestriel (FCFA) des redevables de la TPU-TR
Moins de 5 Cv	5 000	2 500	625
De 5 à 7 CV	10 000	5 000	1 250
De 8 à 11 CV	15 000	7 500	1 875
De 12 à 15 CV	20 000	10 000	2 500
De 16 à 20 CV	30 000	15 000	3 750
Plus de 20 CV	40 000	20 000	5 000

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES			
Puissance fiscale	Tarif annuel (FCFA) 2022	Tarif annuel (FCFA) des redevables de la TPU-TR	Tarif trimestriel (FCFA) des redevables de la TPU-TR
Moins de 5 Cv	20 000	10 000	2 500
De 5 à 7 CV	30 000	15 000	3 750
De 8 à 11 CV	40 000	20 000	5 000
De 12 à 15 CV	45 000	22 500	5 625
De 16 à 20 CV	50 000	25 000	6 250
Plus de 20 CV	55 000	27 500	6 875

La TVM est payable dans tous les centres des impôts sur toute l'étendue du territoire national et au guichet de l'OTR à la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF).

*TPU-TR : Taxe Professionnelle Unique des Transporteurs Routiers

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Solidarité Fertile autonomise un peu plus d'une cinquantaine de femmes

Solidarité fertile fidèle à ses objectifs de promotion de l'entrepreneuriat, a encore fait parler de lui en début de cette semaine. En effet, 50 jeunes femmes défavorisées venues des 05 régions du Togo, identifiées à l'issue de la formation de 500 femmes lors de la Campagne Solidarité Fertile 2021, ont entamé lundi, à Lomé, la phase de perfectionnement pointu en activité génératrice de revenu (AGR).

Dans le cadre de sa Campagne Solidarité Fertile 2021, l'association a lancé un programme de formation dédié à une couche sociale vulnérable notamment les femmes. Près de 500 femmes ont été formées en activité de décoration, de fabrication de pagne et de perle. Aussi, quelques recettes



en mini pâtisserie leur ont été transmises. Une formation dont l'objectif est de mettre à disposition de ces femmes les capacités nécessaires pour pouvoir être autonome à travers une activité. Le temps imparti n'étant pas suffisant, une

séance de perfectionnement a été envisagée par l'Association. C'est dans logique que 50 de ces 500 femmes formées lors de la Campagne prennent part depuis lundi et pour une durée de deux semaines à un perfectionnement pointu en AGR.

Ces bénéficiaires identifiés sur des critères bien définis viennent des 05 régions du Togo notamment Dapaong, la Kozah 3, Tchamba, Kloto et de l'Avé 2.

« Au cours de ces deux semaines, ces femmes qui ont été choisies suivant des critères objectifs d'engagement, de détermination et également de capacité intrinsèque à pouvoir mener à bien ses activités vont être suffisamment outillées dans les activités pour lesquelles elles avaient reçu une formation initiale. L'objectif est de faire en sorte que ces 50 femmes identifiées soient suffisamment aguerries et qu'elles puissent se prendre en charge. L'autre ambition est de permettre à ces bénéficiaires de maîtriser l'art de transmission

afin de partager les acquis de leur formation avec les autres femmes. La formation ne négligera pas la gestion même de l'activité génératrice de revenus. Une chose est de maîtriser de ses droits et des ses capacités cognitives la fabrication d'un objet mais une autre chose est de pouvoir en faire une activité génératrice de revenu. Et donc l'Association Terreau Fertile mettra des outils en management et en gestion financière à leur disposition pendant la formation » a expliqué Docteur Paly Ateitchatou Secrétaire général de l'association Terreau Fertile.

Cette formation de perfectionnement en AGR fera des bénéficiaires des personnes ressources dans leur localité respectives et les emmènera à faire de leurs activités une entreprise. Elles seront outillées en décoration, en fabrication d'accessoires, en fabrication de perle et également en mini pâtisserie.



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

PIRATERIE DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Un autre front sécuritaire

Plusieurs programmes sont actuellement en cours pour faire face à la piraterie dans le golfe de Guinée, considéré depuis plusieurs années comme la zone la plus dangereuse du monde pour la navigation. Mais le dernier bilan de 2021 indique une baisse marquée des attaques. Une amélioration qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste organisation africaine de la sécurité maritime, consolidée par de multiples initiatives, principalement européennes, qui sont actuellement en train de se mettre en place.

Un total de 132 actes de piraterie et attaques armées a été enregistré sur les mers du globe en 2021 d'après le rapport annuel du Bureau maritime international (BIM) publié mi-janvier, le chiffre le plus faible enregistré depuis 1994.

Mais même si ces actes ont diminué quantitativement – hormis une augmentation marquée de 50% des attaques sur le détroit de Singapour – c'est dans la zone du golfe de Guinée qu'elles se sont concentrées, détrônant depuis quelques années la zone du golfe

d'Aden au large de la Somalie, qui a été longtemps considérée comme le secteur maritime le plus dangereux du monde

Golfe de Guinée, zone de kidnapping

Le BIM, dans son rapport, explique ce bas niveau mondial des actes de piraterie par la baisse des attaques en Afrique de l'Ouest, chiffrées à 34 inci-

dents en 2021 contre 81 l'année précédente. Cette vaste zone maritime dite du « golfe de Guinée » s'étend sur des milliers de kilomètres au large de la côte ouest du continent, du sud du Sénégal jusqu'à la côte de l'Angola. Elle demeure malgré tout la zone la plus dangereuse pour la navigation et la plus crainte par les équipages.

C'est sur le golfe de Guinée et parfois très loin au large, que se sont produits tous les kidnappings réalisés en mer en 2021, occasionnant un total de 57 membres d'équipage retenus. Comme le résume Jean-Philippe Picquart, spécialiste de la sécurité maritime d'Expertise France, l'Agence française de coopération technique internationale très active sur la sécurité maritime en Afrique, « autrefois la piraterie c'était 'je vais sur le bateau, je prends des biens et je les revends'. Aujourd'hui c'est 'je vais sur le bateau, je prends les gens, j'en fais des otages et je demande une rançon'. »

Cette piraterie (acte de violence commis à des fins privées, en haute mer hors des eaux territoriales), qui porte aussi le nom de « brigandage » quand elle se déroule d'un point de vue juridique dans les eaux territoriales d'un pays, est un phénomène persistant et prédominant dans le golfe de Guinée, face à d'autres formes de criminalité que l'on rencontre aussi dans l'espace maritime régional. Au rang desquelles on peut citer à titre d'exemple : les

Suite à la page 7

Entreprenariat et développement au Togo



MIVA CITY, un cadre novateur aux opportunités multiples

On ne le dira jamais assez, la diaspora est un levier important de développement pour l'Afrique avec des apports va-

riés et multiples. C'est justement ce qui a motivé la mise en place de divers politiques publiques pour capitaliser cet apport et mieux l'évaluer. L'un des acteurs porteur d'initiative

noble depuis des lustres est à n'en point douter M. Jean –Marc Kuevidjin promoteur du Bar MIVACITY.

Prit au vif lors du lancement du Liha DSC dont la promotrice n'est rien d'autre que Mme Léonie Foli en début du mois de février, M. Marc Kuevidjin s'est livré à travers les colonnes de Vision d'Afrique. Un somptueux cadre récréatif pour tous les goûts à la hauteur des ambitions de développement de la capitale togolaise Lomé. Formation, restauration, service traiteur, opportunités d'échanges entre jeunes entre autres sont autant d'activités d'émancipation qu'offre MIVACITY.

M. Marc Kuevidjin a signifié que « MivaCity est un concept qui vient de très loin notamment des Etats Unis d'Amérique, son pays d'accueil. Au départ c'était Miva Social (réseau social africain), « Miva » qui veut dire venez. Un concept novateur qui a fait ses preuves en virtuel avec Miva Social. « Nous avons jugé bon de faire le concret et du factuel » ce qui a motivé la création du Parc MIVACITY qui est non seulement commercial mais

technologique dont le cadre vous accueille ce jour. Nous faisons deux ateliers pour les jeunes que je coiffe moi-même notamment les orientations pour ces jeunes qui aujourd'hui perdent les repères. Nous intervenons également dans la programmation afin de donner à ses jeunes des bagages dans leur entreprise ».

Outre l'aspect formation,

Miva City est un cadre convivial où les rencontres entre ami et familles sont les bienvenues. Dans la mesure où toutes les infrastructures de pointe pour la restauration sont de mises. C'est un lieu très confortable pour les soirées et autres activités. Miva City est situé à Agoè-Nyivé Légbassito (banlieue nord-ouest de Lomé) face à la station Somayaf 2.

PIRATERIE DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Un autre front sécuritaire

Suite de la page 6

menaces environnementales sur les ressources, les pollutions, la pêche illicite, les trafics de biens, de personnes ou de drogue.

D'autre part, tous ces problèmes de sécurité ont aussi des conséquences économiques. Cette zone maritime, qui abrite les deux plus grands pays producteurs de pétrole du continent, le Nigeria et l'Angola, subit, du fait de ces attaques,

des perturbations sur les routes maritimes internationales qui se chiffrent en milliards de dollars. De plus, la multiplication des attaques a amené les bateaux à renforcer leur protection et les assurances ont augmenté leurs prix. Tout cela a eu une incidence sur le coût des prestations maritimes et s'est traduit par une élévation du prix de certaines marchandises dans certains pays de la région.

MIVA CITY TV
NEW WORLD

5 kolo Pèèè

FIFA WORLD CUP Qatar 2022

+228 9924 6689
+228 9223 6262

Disponible dans nos agences sur toute l'étendue du territoire

© 2022 MIVA CITY TV

SAFER

Société de Autonomie de Financement de l'Entretien Routier

La SAFER

Présentation

Le gouvernement togolais, préoccupé par détérioration sans cesse croissante du patrimoine routier national. Créée par décret N°02012-013/PR du 26 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative.

Notre mission

La SAFER a pour mission d'assurer le financement de l'entretien du réseau routier national, sur la base d'un programme annuel des travaux.

Instances dirigeantes

Elle est placée sous la double tutelle des ministères en charge des infrastructures routières et des finances. Elle est administrée par un Conseil de surveillance et un Conseil d'administration. Le Conseil d'Administration est présidé par un représentant du secteur privé.

Nos ressources

Les ressources de la SAFER sont à ce jour constituées uniquement de 2 sources de recettes :

1. Les droits d'accise prélevés sur les produits pétroliers (70% des ressources globales) ; ils sont collectés et reversés à la SAFER par l'Office Togolais des Recettes (OTR) ; et
2. Les droits d'usage de la route collectés aux postes de péage (30 % des ressources globales).

Nos perspectives

Le principal défi de la SAFER réside dans le renforcement de son autonomie financière qui consistera dans la mobilisation de ressources additionnelles. Pour y parvenir, des études prospectives ont identifié de nouvelles sources de recettes. Il s'agit :

1. du relèvement des tarifs des péages ainsi que la mise en service de nouveaux péages ;
2. de l'instauration d'une contribution annuelle des usagers (vignette automobile) destinée à l'entretien routier. Cette contribution perçue annuellement pourrait s'appliquer à l'ensemble du parc automobile togolais comprenant à la fois les véhicules légers, les camions et les motocycles. Par ailleurs, la SAFER s'est engagé aux côtés du gouvernement à renforcer les opérations de contrôle des charges à l'essieu des camions, dont les surcharges constituent un facteur important de dégradation précoce du réseau routier togolais.

Nos résultats

En cinq années, l'entretien routier au Togo a connu une avancée significative. Ces résultats à l'actif de la SAFER en si peu de temps sont satisfaisants, d'après la société civile togolaise et les commentaires des partenaires techniques qui apportent leur appui à l'institution.

Quelques chiffres illustratifs :

- § en 2013 : 1826 km de routes et pistes rurales entretenues ;
- § en 2014 : 1335 km de routes et pistes rurales entretenues ;
- § en 2015 : 1648 km de routes et pistes rurales entretenues ;
- § en 2016 : 1945 km de routes et pistes rurales entretenues ;
- § en 2017 : 1095 km de routes et pistes rurales entretenues.

Organismes d'affiliation

La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africains (AFERA). À ce titre, elle fait partie du Groupe Pôceal Afrique de l'Ouest (GFAO), un démembrement sous-régional de la même organisation.

Notre appui

La SAFER compte sur une approche consensuelle et participative avec tous les acteurs pour gagner le pari de ses ambitions. Elle reste donc ouverte aux partenaires qui désirent lui apporter leurs appuis sous quelque forme que ce soit.

Appui aux collectivités

Il s'agit des appuis faits pour le recyclage permanent des acteurs de l'entretien routier à travers le CERFER et aux projets d'intérêt communautaire pilotés par les collectivités locales dans le but de soutenir l'action du gouvernement auprès des populations à la base.

Un nombre important de projets communautaires ont été réalisés dans les zones où sont implantées les postes de péage à savoir :

ENTRETIEN ROUTIER



GESTION DES POSTES DE PEAGES



APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



Route nationale n°1
(Agoè Cacaveli)
Lomé-Togo BP8646
Tél: +228 22 51 88 55

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

d'A Vision
FRIQUE
Hébergement panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2ème von derrière
EPP Kélégouan
Récépissé :
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 8C349 Lomé-Togo
Tel : 9C 11 87 88

Directeur Général ;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88

Email :
adamadjronou@gmail.com
Site : www.afrique-vision.com

Rédaction
Généviève Lamboni
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Guidi AMA

Infographie :
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage :
2500 exemplaires